

Déferlement de violences à Sainte-Soline : dans quoi basculons-nous ?

Article rédigé par *Atlantico*, le 26 mars 2023

Source [Atlantico] : 28 gendarmes ont été blessés, dont deux hospitalisés en urgence absolue, lors de la manifestation contre les bassines à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres, ce samedi. 200 manifestants ont été blessés, dont un se trouverait dans le coma, selon les organisateurs. La facture de la complaisance généralisée vis-à-vis de l'extrême gauche est arrivée.

Atlantico : La nouvelle manifestation contre les bassines, ce samedi à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres, a donné lieu à de violents affrontements. Les organisateurs ont précisé que 200 manifestants ont été blessés, dont un se trouverait dans le coma, entre la vie et la mort. Selon un dernier bilan, 28 gendarmes ont été blessés, dont deux hospitalisés en urgence absolue. Comment en sommes-nous arrivés là ? Que s'est-il réellement passé ce samedi ? Quelles violences ont été commises ?

Gérald Pandelon : Afin que mon propos soit le plus didactique possible, il convient au préalable de résumer en quelques lignes les faits qui nous occupent aujourd'hui. Il s'agit de la construction de 16 méga-bassines d'une capacité totale d'environ six millions de mètres cubes devant être construites dans le cadre d'un projet porté depuis 2018 par une coopérative de 450 agriculteurs et soutenu par l'État. L'objectif est dans ce cadre de parvenir au stockage de l'eau puisée dans les nappes superficielles en hiver afin d'irriguer les cultures en été quand les précipitations se raréfient, et ce, dans un contexte où la France non seulement recycle peu (0,6 % de réutilisation des eaux usées contre 14 % pour notre voisin espagnol et 90 % pour l'État d'Israël) mais également irrigue à peine (4,9 % de la surface agricole de notre territoire contre 20, 2 % pour notre second voisin italien). Ses partisans en font une condition de la survie des exploitations agricoles face à la menace de sécheresses récurrentes. De leur côté, les opposants dénoncent un accaparement de l'eau par l'agro-industrie à l'heure du changement climatique tout en réclamant un moratoire sur leurs constructions pour lancer "un vrai projet de territoire" sur le partage de l'eau. Le raccordement aux bassines serait en outre conditionné à l'adoption de pratiques tournées vers l'agroécologie avancent les premiers tandis que les seconds dénoncent de vaines promesses. Pourtant, ces bassins ne sont pas contraires à la loi, si l'on admet que leur construction est fortement encadrée, le préfet de chaque département en validant systématiquement la légalité, y compris pour la bassine de Sainte-Soline. C'est ainsi qu'après plusieurs études, notamment une enquête publique et l'avis favorable délivré par la commission d'enquête préalable tout comme celle du parc naturel du Marais poitevin, le chantier a pu démarrer. Or, sans rentrer dans le détail du bien-fondé ou non, sur le fond, desdites bassines, dont aucun spécialiste n'est d'ailleurs à même de livrer une version similaire et sans qu'il soit possible d'en convaincre les réfractaires, c'est encore par la violence que les opposants entendent, comme pour la question des retraites, faire valoir leur opinion. Dans un contexte où les forces de police apparaissent dépassées par ces casseurs, comme ils le furent en partie au cours de l'insurrection "post 49-3" imposé par l'exécutif. Nous souhaitons majoritairement que le droit puisse se manifester sans la force, nous avons assisté de plus en plus médusés au déploiement d'une force en marge du droit, au mépris de la loi, au mépris, en définitive, du peuple, qui en démocratie en constitue le pouvoir constituant originaire. La vraie question, à mon sens, est celle d'une définitive crise de l'autorité, une crise qui sur la plupart des sujets ne saurait être jugulée par celles et ceux qui nous ont toujours gouvernés. En effet, c'est leur idéologie qui est ontologiquement fausse, leur "logiciel", comme l'on dit aujourd'hui, qui est dépassé, suranné, inadapté, inefficace. A croire que seuls les membres de notre gouvernement ou ceux qui en sont proches par intérêts personnels ou professionnels, semblent se satisfaire de leur action, même s'ils sont toutefois de moins en moins nombreux. Pourtant, sans une

révolution préalable des mentalités en termes de changement de paradigme, aucune action publique ne pourra désormais être réellement couronnée de succès. Nous sommes à l'heure des irresponsables alors même que nous aurions un urgent besoin que nos hommes politiques devinssent des hommes d'Etat.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)